

## **GOVERNANCE et Plans décennaux de développement durable**

Pour au moins trois raisons, il devient impensable de « gouverner » localement comme précédemment si on prend en compte les enjeux du développement durable,

### **La citoyenneté**

Tout d'abord, les changements dans les styles de vie à envisager sont tels que les élus et les administrateurs vont se trouver dans l'obligation de prendre en considération le citoyen comme l'un des acteurs d'évolution, Si ces nouvelles politiques veulent réussir, l'information des citoyens s'impose : il s'agit d'une information concernant les dégâts causés à l'environnement et à la santé publique par les pratiques précédentes -- une information fiable détachée le plus possible de celles diffusées par les lobbies concernés. L'information doit aussi porter sur les divers scénarios alternatifs en y incluant les coûts économiques de moyen terme en investissement initial et en fonctionnement, la durée des matériaux utilisés, les éco-bilans respectifs.

Cette nouvelle éco-citoyenneté conduit à inventer de nouveaux modes d'appropriation de ces informations tant on voit bien qu'elle est technique, économique, écologique et politique. Les modalités de consultation de la population quant à ces besoins quotidiens et de concertation pour aider à comparer les avantages et inconvénients des diverses pratiques anciennes et nouvelles, apparaissent indispensables.

Le socle de ces nouvelles politiques est l'éducation parce que les changements de modes de vie suppose une bonne connaissance de l'environnement, la compréhension du fonctionnement des éco-systèmes et surtout la pédagogie des approches impactantes de l'homme, de la santé publique et des milieux, une formation donc à la biologie.

### **La prospective**

En second lieu, les évolutions environnementales certes assez différentes annoncées par les scientifiques vont nécessiter des prévisions adaptées et rendre les prospectives territoriales incontournables. La mise en forme de trois ou quatre paramètres s'avère nécessaire à cette fin:

- la réalisation de diagnostics locaux contradictoires et partagés afin de s'appuyer sur un point de départ commun et complexe à la réflexion collective
- la mise à disposition d'études prospectives si possible indépendantes par exemple aux niveaux climatique et sanitaire
- l'énonciation de valeurs partagées, véritables conducteurs des choix d'avenir des sociétés locales, c'est-à-dire les enjeux sociaux et leurs implications . Par exemple, le remplacement d'automobiles à combustion fossile par des bio-carburants ou des véhicules électriques ne change rien aux embouteillages ou à la suprématie de l'auto par rapport au bien-être des riverains d'axes routiers.
- La recherche de buts collectifs élaborés à partir de ces diagnostics, études et valeurs. A titre d'exemple, la recherche d'une société plus conviviale, modérée dans ses consommations, moins prédatrice des ressources non-renouvelables ou lentement renouvelables, moins attentiste vis-à-vis des prouesses technologiques, soucieuse de restaurer les liens sociaux dans la famille et les proximités, la recherche d'une société de ré-apprentissage du maniement des outils garantie de fonctionnements humains autonomes, aux plans individuel et collectif.

## **Une autre organisation locale : la gouvernance**

En dernier lieu, la gouvernance territoriale nouvelle engage une recomposition des rapports entre acteurs locaux.

Les élus sont les moteurs de la réorganisation sociale qu'impose la crise écologique.

Les dispositifs de formation qui s'adressent à eux vont devoir intégrer la connaissance des ingrédients du développement durable, Ne pourrait-on pas envisager des sessions courtes de formation accélérée destinées à tous les candidats aux élections locales ? Et ainsi amener des confrontations pré-électorales plus fondées sur les manières de construire des projets urbains et territoriaux que sur des programmes de promesses qui n'engagent que ceux qui les écoutent et y croient.

Changer la vie politique suppose certainement qu'on apprenne à poser les problèmes ensemble plutôt qu'à apporter des réponses seuls, seuls entre élus, seuls entre scientifiques ou seuls entre élus et scientifiques mais sans les citoyens.

Ce n'est pas parce que les uns sont élus au suffrage universel, que d'autres disposent des moyens de la recherche scientifique, que d'autres administratifs détiennent la fonction d'application des décisions prises ou que d'autres encore entrepreneurs en charge de la prérogative de "produire des richesses » que les uns et les autres peuvent ignorer maintenant que notre modèle de développement a vécu tant ses répercussions aux plans sanitaire, écologique et social sont un désastre.

C'est donc un nouveau modèle de développement qu'il nous faut inventer.

Or, nous ne pourrons l'inventer qu'en changeant notre manière de penser.

Les faits auxquels nous sommes dorénavant confrontés sont complexes.

Ce qui veut dire qu'ils sont constitués de plusieurs paramètres.

Que les porteurs d'intérêts de ces paramètres sont nombreux et que c'est l'expression de ces diverses situations et divers intérêts qui doit permettre de se rapprocher d'une connaissance partagée de ces enjeux par la participation de tous,

Y compris au portage des multiples solutions personnelles parcellaires micro-locales et autonomisantes.

Y compris jusqu'à la co-décision, élus et citoyens-acteurs mélangés, pour prendre des décisions et les appliquer conjointement, bien loin de la seule défense des intérêts corporatistes.

Une manière de ré-apprendre l'implication vers une appropriation plus globale.

Parce que les citoyens aussi à l'ride des corps intermédiaires, doivent apprendre à être, non pas des consommateurs attentistes, des acteurs impliqués et responsables pour qu'une nouvelle gouvernance à tonalité sociale et écologique émerge tant qu'il est encore temps.

Loïc Dutay 05/05/06